

L'ex(-)croissance

Jean-Marie Harribey

Politis, n° 796, 8 avril 2004

Beaucoup de publications sont consacrées ces temps-ci à la « décroissance » et au « développement ». Parmi elles, un livre de la revue *Silence*, un numéro de la revue *Mouvements*, un nouveau journal de *Casseurs de pub*, un livre d'Attac qui est annoncé et dont un résumé paraît dans *Lignes d'attac*, sans oublier les prises de position contrastées d'auteurs renommés comme Serge Latouche et René Passet dans *Le Monde diplomatique* ou *Politis*.

Les sujets de discussion délicats au sein des mouvements sociaux qui luttent contre le capitalisme néo-libéral ne manquaient pourtant pas. En voilà un de plus, et non le moindre. Et, avant même que les éléments de discussion proposés par Attac ne soient rendus publics, le bruit sourd que cette association, qui s'était déjà signalée aux avant-postes de la défense des retraites par répartition en osant revendiquer un partage équitable des gains de productivité, s'abandonnerait aux délices amers de la croissance économique et du productivisme. Pour éviter les anathèmes, essayons d'ouvrir un débat.

On peut partir de deux questions simples à formuler mais terriblement compliquées à résoudre. La première s'énonce ainsi : comment résorber le chômage sans recourir à une croissance économique élevée écologiquement dévastatrice ? Il faut en effet écarter cette solution pour trois raisons principales : 1) la croissance n'est jamais qu'une solution de court terme compte tenu de l'impératif du capitalisme d'avoir toujours à sa disposition dans le monde une « armée de réserve », 2) elle n'est nécessaire, dans un contexte technique donné, pour atteindre le plein emploi que si l'on considère comme intangibles la répartition des revenus et le temps de travail ; 3) cette croissance devrait être faramineuse durablement pour faire disparaître tout le chômage actuel et maintenir un plein emploi permanent, et donc elle épuiserait rapidement les ressources naturelles et aggraverait la pollution : la marchandisation du monde dégénérerait en une *excroissance* difforme et de plus en plus monstrueuse. C'est pourquoi les gains de productivité doivent servir à autre chose que produire et consommer toujours davantage : la réduction du temps de travail est une voie pour surmonter le dilemme que nous lègue le capitalisme entre déchéance des chômeurs et saccage de la planète, à condition de simultanément réorienter la production vers la qualité et la satisfaction des besoins collectifs.

La deuxième question déborde la première : une fois abandonné le mythe de la croissance éternelle, faut-il renoncer au développement et faire décroître la production au motif que le développement ne pourrait être dissocié de la croissance ? Cela demande à être débattu : 1) parce qu'il faut distinguer la situation des riches et des pauvres dans le monde et dans nos propres pays riches ; 2) parce que s'il y a des productions à réduire (agriculture intensive, transports sur route, publicité, armement par exemple), d'autres doivent être accrues (éducation, santé, accès à l'eau, tout le non marchand), c'est-à-dire exactement l'inverse de la stratégie libérale actuelle ; 3) parce qu'il y a des transitions à assurer de telle sorte que la remise en cause du productivisme soit comprise par les salariés comme partie prenante de la transformation des rapports sociaux vers un après-capitalisme.

Les problèmes étant ainsi posés, quelles propositions avancer ? Nous refusons d'entériner le concept de développement durable devenu en quelques années le paravent de la poursuite du gaspillage et de la pollution par des firmes capitalistes dont le mépris pour les hommes et la nature n'a d'égal que l'incurie des gouvernements, tout occupés qu'ils sont à libéraliser au lieu de garantir le respect de normes sociales et environnementales. Nous revendiquons néanmoins le droit de continuer à appeler *développement* le fait que tous les

habitants de la terre puissent manger à leur faim, éteindre leur soif, se soigner, se cultiver et construire la démocratie et la paix. Nous posons l'hypothèse pour l'avenir qu'il sera possible de dissocier ce développement-là de la croissance économique et de donner un nouveau sens au progrès social, parce qu'on ne peut séparer les questions des rapports sociaux, des finalités de la production, des finalités du travail, de l'utilisation de notre temps de vie et de la répartition des richesses pour construire une société solidaire et économe.

Peut-on rire de tout, demandait Pierre Desproges ? Oui, mais pas avec tout le monde, répondait l'humoriste. Faut-il faire décroître ? Oui, mais pas n'importe quand, ni n'importe où. Pas n'importe quoi, ni pour n'importe qui. A cette condition, on pourra un jour parler de la situation actuelle comme d'une *ex-croissance*.